

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/201553]

10 JANVIER 2024. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau, en ce qui concerne la réalisation de certains travaux en lien avec les cours d'eau en vue d'atténuer les conséquences des cas de force majeure (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article D.43, § 3, de la Partie II, Titre V, chapitre II, section 4, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les mots " sauf si ces travaux ont d'une quelconque manière été rendus nécessaires par les riverains, usagers ou les propriétaires ou s'ils sont réalisés pour leur compte " sont insérés entre les mots " autres que ceux d'entretien et de petite réparation " et ". Ce dédommagement est compris dans les frais des travaux. "

Art. 2. Dans la Partie II, Titre V, chapitre II, section 4, du même Livre, il est inséré un article D.44/1 rédigé comme suit :

" Art. D.44/1. § 1^{er}. Dans l'intérêt général et afin de réaliser les objectifs fixés aux articles D.1, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o, le Gouvernement peut autoriser les gestionnaires de cours d'eau à exécuter ou faire exécuter tous travaux, installations et aménagements aux parcelles et ouvrages qui ne lui appartiennent pas, présents sous, dans ou au-dessus du lit mineur d'un cours d'eau ou à moins de six mètres de la crête de berge, sans modifier l'usage auquel ils sont affectés et sans dépossession.

Les ouvrages et parcelles n'appartenant pas aux gestionnaires demeurent à charge de leur propriétaire après exécution des travaux, installations et aménagements. Les propriétaires restent tenus des obligations prévues au présent titre vis-à-vis des actes et travaux, installations et aménagement réalisés en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Il est interdit de poser tout acte de nature à nuire aux travaux, installations et aménagements visés à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement peut mettre une partie de la dépense des travaux visés à l'alinéa 1^{er} à charge des personnes de droit privé ou public qui bénéficient de ces travaux ou qui les ont rendus nécessaires.

§ 2. En cas de violation des interdictions et prescriptions prévues par ou en vertu du présent article, le gestionnaire met en demeure le contrevenant de mettre fin à l'irrégularité par l'exécution de travaux et, si nécessaire, de remettre ou faire remettre les ouvrages y établis et les parcelles en état. Cette mise en demeure est adressée par envoi recommandé avec accusé de réception ou par remise contre récépissé et précise le délai imparti au contrevenant pour s'exécuter.

En l'absence de mise en conformité ou de remise en état dans le délai imparti, le gestionnaire peut y procéder lui-même ou y faire procéder.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire peut d'office exécuter ou faire exécuter ces travaux ou remettre ou faire remettre les ouvrages, installations et aménagements en état, sans au préalable mettre en demeure le contrevenant à cet effet, en cas d'extrême urgence ou lorsque les nécessités impératives du service public le justifient.

Dans tous les cas visés au présent paragraphe, le contrevenant est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par le gestionnaire qui a procédé ou fait procéder à l'exécution.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités particulières de publicité, d'information et de recours relatives aux décisions prises en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Les modalités particulières de publicité prévoient, au minimum, une notification de la décision aux propriétaires des parcelles et ouvrages concernés.

La notification visée à l'alinéa 2 contient au minimum les éléments suivants :

1^o les motifs qui justifient l'exécution des travaux, installations ou aménagements ainsi que l'étendue de la servitude d'utilité publique et l'intérêt général rencontré;

2^o les voies de recours dont dispose le propriétaire. "

Art. 3. Dans la Partie II, Titre V, chapitre II, section 4, du même Livre, il est inséré un article D.45/1 rédigé comme suit :

" Art. D.45/1. Pour tous dommages résultant d'un cas de force majeure, dont les calamités naturelles reconnues par le Gouvernement, le gestionnaire peut d'office exécuter ou faire exécuter conservatoirement tous travaux autres que les travaux d'entretien et de réparation visés à l'article D.39, à des ouvrages existants qui ne lui appartiennent pas, autorisés ou non par le gestionnaire en vertu de l'article D.40 ou d'une législation antérieure, présents sous, dans ou au-dessus du lit mineur du cours d'eau, sans au préalable mettre en demeure son propriétaire à cet effet, en cas d'extrême urgence ou lorsque les nécessités impératives du service public le justifient.

Les ouvrages n'appartenant pas au gestionnaire demeurent dans tous les cas à charge de leur propriétaire, sans valoir régularisation d'ouvrages non autorisés, et celui-ci peut être contraint au remboursement de tous les frais d'exécution sur simple état dressé par le gestionnaire qui a procédé ou fait procéder à l'exécution. "

Art. 4. Dans l'article D.46, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots ", D.44/1, § 2, alinéa 4, D.45/1, alinéa 2, " sont insérés entre les mots " D.45, alinéa 3 " et " et D.47. ».

Art. 5. A l'article D.408 de la Partie IV, Titre VIII, du même Livre, le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par un 10^o rédigé comme suit :

" 10^o le propriétaire qui omet d'exécuter les travaux ou toute personne qui contrevient aux interdictions prévues à l'article D.44/1. "

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 10 janvier 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1498 (2023-2024) N^{os} 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 janvier 2024

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/201553]

10. JANUAR 2024 — Dekret zur Änderung von Buch II des Umweltgesetzbuchs, das das Wassergesetzbuch bildet, hinsichtlich der Durchführung bestimmter Arbeiten in Verbindung mit Wasserläufen zur Abschwächung der durch höhere Gewalt verursachten Folgen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel D.43 § 3 von Teil II, Titel V, Kapitel II, Abschnitt 4 von Buch II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch bildet, wird die Wortfolge „, außer wenn diese Arbeiten in irgendeiner Weise von den Anwohnern, Benutzern oder Eigentümern notwendig gemacht wurden oder auf deren Rechnung durchgeführt werden.“ zwischen die Wortfolge „anderen Arbeiten als den Instandhaltungs- und kleineren Wiederherstellungsarbeiten erleiden“ und die Wortfolge „. Diese Entschädigung ist in den Kosten für die Arbeiten mit einbegriffen.“ eingefügt.

Art. 2 - In Teil II Titel V Kapitel II Abschnitt 4 desselben Buches wird ein Artikel D.44/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. D.44/1. § 1. Im allgemeinen Interesse und zur Verwirklichung der in Artikel D.1 § 2 Absatz 1 Ziffer 5 festgelegten Ziele kann die Regierung den Verwaltern von Wasserläufen gestatten, alle Arbeiten, Anlagen und Einrichtungen an Parzellen und Bauwerken, die nicht ihnen gehören und die sich unter, in oder über dem Niedrigwasserbett eines Wasserlaufs oder weniger als sechs Meter von der Uferkante entfernt befinden, auszuführen oder ausführen zu lassen, ohne die Nutzung, zu der sie bestimmt sind, zu ändern und ohne sie zu enteignen.

Bauwerke und Parzellen, die nicht den Verwaltern gehören, bleiben nach Ausführung der Arbeiten, Anlagen und Einrichtungen in der Verantwortung ihrer Eigentümer. Die Eigentümer bleiben gegenüber den Handlungen und Arbeiten, Anlagen und Einrichtungen, die nach Absatz 1 vorgenommen werden, an die in diesem Titel vorgesehenen Verpflichtungen gebunden.

Es ist untersagt, jede Handlung vorzunehmen, die den in Absatz 1 genannten Arbeiten, Anlagen und Einrichtungen schaden könnte.

Die Regierung kann einen Teil der Ausgaben für die in Absatz 1 genannten Arbeiten den Personen des privaten oder öffentlichen Rechts auferlegen, denen diese Arbeiten zugute kommen oder die sie notwendig gemacht haben.

§ 2. Im Falle eines Verstoßes gegen die Verbote und Vorschriften, die durch oder aufgrund des vorliegenden Artikels vorgesehen sind, fordert der Verwalter den Zuwiderhandelnden auf, die Regelwidrigkeit zu beenden, indem er die Arbeiten ausführt, und, falls erforderlich, die dort befindliche Bauwerke und Parzellen wieder instand setzt oder

wieder instand setzen lässt. Diese Aufforderung wird per Einschreiben mit Rückschein übermittelt oder gegen Empfangsbestätigung übergeben und beinhaltet die Frist, die dem Zuwiderhandelnden eingeräumt wird, um dieser Aufforderung nachzukommen.

Wenn binnen der eingeräumten Frist die Bedingungen nicht erfüllt oder die Wiederinstandsetzungsarbeiten nicht ausgeführt werden, so kann der Verwalter sie selbst ausführen oder sie ausführen lassen.

Abweichend von Absatz 1 kann der Verwalter in Fällen äußerster Dringlichkeit oder wenn zwingende Erfordernisse des öffentlichen Dienstes dies rechtfertigen, von Amts wegen diese Arbeiten ausführen oder ausführen lassen oder die Bauwerke, Anlagen und Einrichtungen in ihren ursprünglichen Zustand zurückversetzen oder zurückversetzen lassen, ohne den Zuwiderhandelnden vorher zu diesem Zweck in Verzug zu setzen.

In allen in diesem Paragraphen genannten Fällen ist der Zuwiderhandelnde verpflichtet, alle Kosten für die Durchführung der Arbeiten auf einfache Vorlage der vom Verwalter, der die Arbeiten durchgeführt hat oder durchführen hat lassen, aufgestellten Ausgabenaufstellung zurückzuzahlen.

§ 3. Die Regierung legt die besonderen Modalitäten der Bekanntmachung, der Information und der Beschwerden in Bezug auf die Entscheidungen gemäß Paragraph 1 Absatz 1 fest.

Die besonderen Modalitäten der Bekanntmachung sehen mindestens eine Mitteilung der Entscheidung an die Eigentümer der betroffenen Parzellen und Bauwerke vor.

Die Notifizierung nach Absatz 2 beinhaltet mindestens die folgenden Elemente:

1° die Gründe, die die Ausführung der Arbeiten, Anlagen oder Einrichtungen rechtfertigen, sowie den Umfang der Dienstbarkeit im Nutzen der Allgemeinheit und das betreffende allgemeine Interesse;

2° die Rechtsmittel, die dem Eigentümer zur Verfügung stehen. "

Art. 3 - In Teil II Titel V Kapitel II Abschnitt 4 desselben Buches wird ein Artikel D.45/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.45/1. Bei allen Schäden, die auf höhere Gewalt zurückzuführen sind, darunter die von der Regierung anerkannten Naturkatastrophen, kann der Verwalter von Amts wegen alle Arbeiten außer den in Artikel D.39 genannten Unterhaltungs- und Instandsetzungsarbeiten vorsorglich ausführen oder ausführen lassen, an bestehenden Bauwerken, die ihm nicht gehören, die vom Verwalter gemäß Artikel D.40 oder einer früheren Gesetzgebung genehmigt wurden oder nicht, die sich unter, in oder über dem Niedrigwasserbett des Wasserlaufs befinden, ohne vorher den Eigentümer zu diesem Zweck in Verzug zu setzen, in Fällen äußerster Dringlichkeit oder wenn die zwingenden Erfordernisse des öffentlichen Dienstes dies rechtfertigen.

Bauwerke, die nicht dem Verwalter gehören, bleiben in jedem Fall zu Lasten ihres Eigentümers, ohne dass dies als Regulierung nicht genehmigter Bauwerke gilt, und dieser kann zur Rückzahlung aller Ausführungskosten gezwungen werden, wenn eine einfache Ausgabenaufstellung durch den Verwalter erfolgt, der die Ausführung vorgenommen hat oder vornehmen ließ. "

Art. 4 - In Artikel D.46 Absatz 1 desselben Buches werden zwischen die Wortfolge "D.45 Absatz 3" und "und D.47" die Wortfolge ", D.44/1 § 2 Absatz 4, D.45/1 Absatz 2," eingefügt. "

Art. 5 - In Artikel D.408 von Teil IV Titel VIII desselben Buches wird Paragraph 1 Absatz 1 um eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° der Eigentümer, der es unterlässt, die Arbeiten auszuführen, oder jede Person, die gegen die in Artikel D.44/1 vorgesehenen Verbote verstößt. "

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. Januar 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1498 (2023-2024) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 10. Januar 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/201553]

10 JANUARI 2024. — Decreet tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft de uitvoering van bepaalde werken aan waterlopen om de gevolgen van gevallen van overmacht te beperken (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel D.43, § 3, van Deel II, Titel V, hoofdstuk II, afdeling 4, van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden "tenzij deze werken op enigerlei wijze noodzakelijk zijn gemaakt door de omwonenden, gebruikers of de eigenaars of indien zij voor hun rekening worden uitgevoerd" ingevoegd tussen de woorden "werken dan onderhoud en kleine herstelling," en "Die schadeloosstelling wordt".

Art. 2. In Deel II, Titel V, Hoofdstuk II, afdeling 4, van hetzelfde Boek wordt een artikel D.44/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.44/1. § 1. In het algemeen belang en met het oog op de verwezenlijking van de doelstellingen bepaald in de artikelen D.1, § 2, eerste lid, 5°, kan de Regering aan de beheerders van waterlopen toelating verlenen om werken, installaties en inrichtingen uit te voeren of te laten uitvoeren op percelen en kunstwerken die hen niet toebehoren, en die aanwezig zijn onder, in of boven de kleine bedding van een waterloop of binnen een afstand van zes meter van de oeverkruin, zonder de bestemming ervan te wijzigen en zonder onteigening.

De kunstwerken en percelen die niet toebehoren aan de beheerders blijven de verantwoordelijkheid van hun eigenaars wanneer de werken, installaties en inrichtingen voltooid zijn. Eigenaars blijven gebonden aan de in deze titel beschreven verplichtingen met betrekking tot handelingen en werken, installaties en inrichtingen die worden uitgevoerd krachtens lid 1.

Het is verboden om handelingen te verrichten die schade kunnen toebrengen aan de in lid 1 genoemde werken, installaties en inrichtingen.

De Regering kan een deel van de kosten van de in het eerste lid bedoelde werken ten laste leggen van de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke personen die voordeel halen uit deze werken of die ze noodzakelijk hebben gemaakt.

§ 2. Bij overtreding van de bij of krachtens dit artikel gestelde verbodsbepalingen en voorschriften maant de beheerder de overtreder aan om een einde te maken aan de onregelmatigheid door het uitvoeren van werken en zo nodig de betreffende kunstwerken en percelen te (doen) herstellen. Deze ingebrekestelling wordt per aangetekende post met ontvangstbevestiging of door afgifte tegen ontvangstbewijs verzonden en vermeldt de termijn waarbinnen de overtreder zich hieraan moet houden.

Als het in overeenstemming brengen of het herstel niet binnen de gestelde termijn wordt uitgevoerd, mag de beheerder het zelf uitvoeren of laten uitvoeren.

In afwijking van het eerste lid kan de beheerder van ambtswege de werken uitvoeren of laten uitvoeren, of de werken, installaties en inrichtingen herstellen of laten herstellen, zonder de overtreder daartoe vooraf aan te manen, in gevallen van dringende spoed of wanneer de dwingende eisen van de openbare dienst zulks rechtvaardigen.

In alle gevallen is de overtreder gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de beheerder die voor de uitvoering heeft gezorgd of laten zorgen.

§ 3. De Regering bepaalt de specifieke modaliteiten inzake publiciteit, informatie en beroep met betrekking tot beslissingen genomen krachtens paragraaf 1, lid 1.

De specifieke publiciteitsmodaliteiten moeten minstens voorzien in een kennisgeving van de beslissing aan de eigenaars van de betrokken percelen en kunstwerken.

De in lid 2 bedoelde kennisgeving bevat minstens de volgende gegevens:

1° de redenen voor het uitvoeren van de werken, installaties of inrichtingen, alsook de omvang van de erfdienstbaarheid van openbaar nut en het betrokken algemeen belang;

2° de rechtsmiddelen waarover de eigenaar beschikt. "

Art. 3. In Deel II, Titel V, Hoofdstuk II, afdeling 4, van hetzelfde Boek wordt een artikel D.45/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.45/1. In geval van schade ten gevolge van overmacht, met inbegrip van door de Regering erkende natuurrampen, mag de beheerder ambtshalve andere werken dan de onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in artikel D.39 (laten) uitvoeren, aan bestaande kunstwerken die hem niet toebehoren, al dan niet vergund door de beheerder krachtens artikel D.40 of krachtens vroegere wetgeving, aanwezig onder, in of boven de kleine bedding van de waterloop, zonder voorafgaandelijke ingebrekestelling van de eigenaar, in gevallen van uiterste hoogdringendheid of wanneer de dwingende noden van de openbare dienst het rechtvaardigen.

De kunstwerken die niet toebehoren aan de beheerder blijven in alle gevallen de verantwoordelijkheid van hun eigenaar, zonder beschouwd te worden als regularisatie van niet-toegestane kunstwerken, en de eigenaar kan verplicht worden om alle uitvoeringskosten terug te betalen op overlegging van een gewone staat opgemaakt door de beheerder die voor de uitvoering heeft gezorgd of laten zorgen. "

Art. 4. In artikel D.46, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden ", D.44/1, § 2, vierde lid, D.45/1, tweede lid," ingevoegd tussen de woorden "D.45, derde lid" en "en D.47.". "

Art. 5. In artikel D.408 van Deel IV, Titel VIII, van hetzelfde Boek, wordt paragraaf 1, lid 1, aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt:

"10° de eigenaar die nalaat de werken uit te voeren of elke persoon die de verbodsbepalingen van artikel D.44/1 overtreedt."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 januari 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.
Stukken van het Waals Parlement, 1498 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3
Volledig verslag, plenaire vergadering van 10 januari 2024.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/201552]

10 JANVIER 2024. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau, en ce qui concerne la réalisation de certains travaux en lien avec les cours d'eau en vue d'atténuer les conséquences des cas de force majeure (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article D.43, § 3, de la Partie II, Titre V, chapitre II, section 4, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les mots " sauf si ces travaux ont d'une quelconque manière été rendus nécessaires par les riverains, usagers ou les propriétaires ou s'ils sont réalisés pour leur compte " sont insérés entre les mots " autres que ceux d'entretien et de petite réparation " et ". Ce dédommagement est compris dans les frais des travaux. "

Art. 2. Dans la Partie II, Titre V, chapitre II, section 4, du même Livre, il est inséré un article D.44/1 rédigé comme suit :

" Art. D.44/1. § 1^{er}. Dans l'intérêt général et afin de réaliser les objectifs fixés aux articles D.1, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, le Gouvernement peut autoriser les gestionnaires de cours d'eau à exécuter ou faire exécuter tous travaux, installations et aménagements aux parcelles et ouvrages qui ne lui appartiennent pas, présents sous, dans ou au-dessus du lit mineur d'un cours d'eau ou à moins de six mètres de la crête de berge, sans modifier l'usage auquel ils sont affectés et sans dépossession.

Les ouvrages et parcelles n'appartenant pas aux gestionnaires demeurent à charge de leur propriétaire après exécution des travaux, installations et aménagements. Les propriétaires restent tenus des obligations prévues au présent titre vis-à-vis des actes et travaux, installations et aménagement réalisés en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Il est interdit de poser tout acte de nature à nuire aux travaux, installations et aménagements visés à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement peut mettre une partie de la dépense des travaux visés à l'alinéa 1^{er} à charge des personnes de droit privé ou public qui bénéficient de ces travaux ou qui les ont rendus nécessaires.

§ 2. En cas de violation des interdictions et prescriptions prévues par ou en vertu du présent article, le gestionnaire met en demeure le contrevenant de mettre fin à l'irrégularité par l'exécution de travaux et, si nécessaire, de remettre ou faire remettre les ouvrages y établis et les parcelles en état. Cette mise en demeure est adressée par envoi recommandé avec accusé de réception ou par remise contre récépissé et précise le délai imparti au contrevenant pour s'exécuter.

En l'absence de mise en conformité ou de remise en état dans le délai imparti, le gestionnaire peut y procéder lui-même ou y faire procéder.